

Évolution des aides : un résultat contrasté

© 29/05/2018 | 👤 Yoann Frontout • 📰 Terre-net Média

Pour compenser la suppression des prêts bonifiés, la Dotation jeune agriculteur (DJA) a été réhaussée en 2017. Un tour de passe-passe pas toujours gagnant pour ceux qui veulent se lancer dans le métier.



Comment financer son installation ? Tous les porteurs de projet se posent la question. (@adrian_ille825, Fotolia)

S' installer en agriculture ? Un parcours parfois complexe, sinueux, dans lequel il convient de ne pas rater l'étape du financement afin de partir du bon pied. Il existe plusieurs dispositifs d'accompagnement financier à l'installation et depuis quelques années, de nouvelles solutions apparaissent, sachant que la **Dotation jeune agriculteur**, la fameuse **DJA**, reste l'une des principales aides à disposition des porteurs de projet de moins de 40 ans, de nationalité européenne et possédant un diplôme agricole de niveau IV. Financée par des crédits nationaux et européens (via le **Feader**), elle prend notamment en compte la zone géographique et le type d'installation (principale, secondaire, progressive).

Lire aussi : [Installation et investissement – Quels financements alternatifs au prêt bancaire ?](#)

Un certain nombre d'engagements sont par ailleurs exigés, notamment l'atteinte d'un revenu minimum équivalent à un Smic en année 4 (un revenu maximum est également fixé). Cette obligation, souvent vécue comme une contrainte par les porteurs de projets, est pourtant un gage de viabilité comme l'explique Karen Chaleix, éleveuse et responsable professionnelle au niveau départemental à la chambre d'agriculture : « C'est en réalité "rendre service" que de s'assurer que le jeune agriculteur (JA) pourra vivre sereinement de son métier. » Une idée qui doit encore être diffusée puisque presque la moitié des candidats, reçus au Point accueil installation-transmission, s'installent sans la DJA.

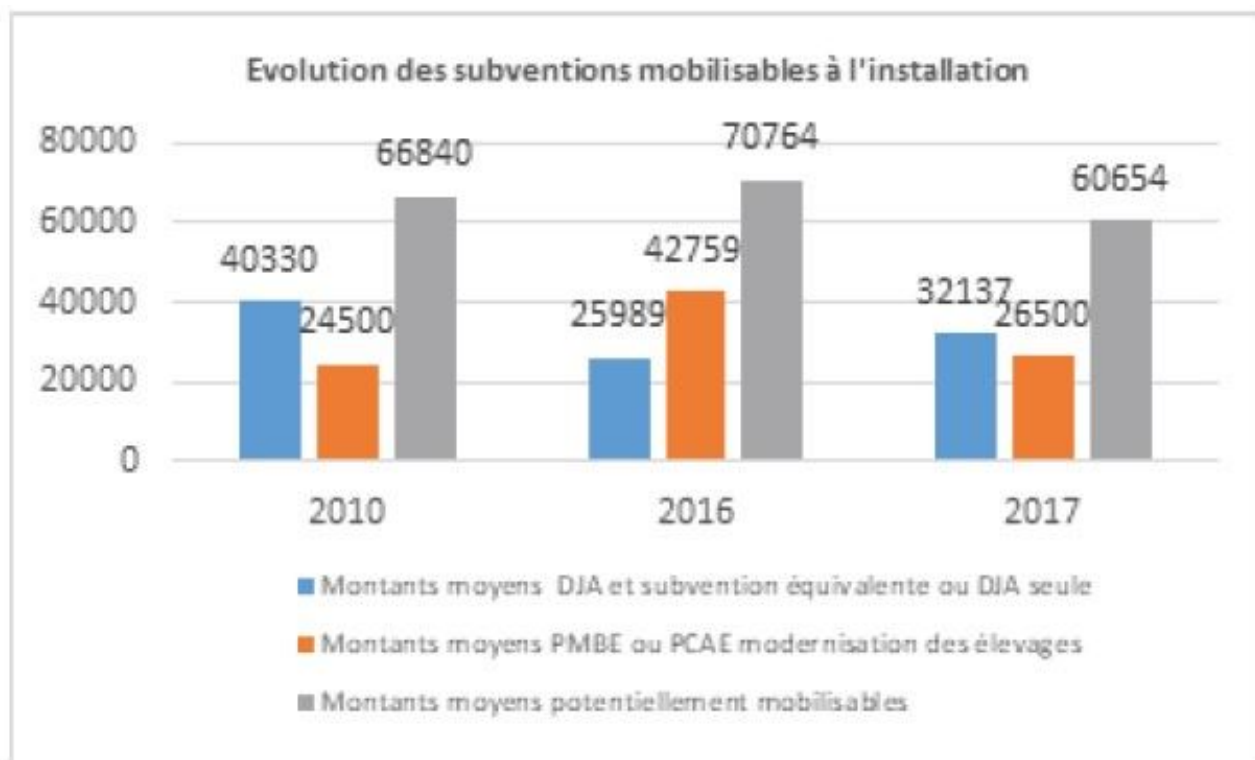
Des prêts d'honneur pour ceux qui ne sont pas éligibles à la Dotation jeune agriculteur

Les raisons les plus fréquemment invoquées : le refus des engagements mais également le dépassement de la limite d'âge ou une formation insuffisante. C'est pourquoi certaines régions, comme la Nouvelle-Aquitaine, ont mis en place un dispositif de **prêt d'honneur**. Son intérêt ? Un taux de 0 % sur une durée de deux à sept ans avec un plafond, pour ce département, de 20 k€. « Toutes les initiatives sont bonnes à prendre, notamment si elles permettent d'installer des agriculteurs ! », souligne Karen Chaleix.

Auparavant en effet, la DJA était accompagnée de **prêts bonifiés** spécifiques aux JA, appelés prêts à moyen termes jeunes agriculteurs (**MTS JA**). Mais avec leur suppression, l'année 2017 a marqué un tournant dans les **aides à l'installation**. À 2,5 % sur cinq ans, ils n'étaient plus compétitifs face à des prêts bancaires affichant des taux d'intérêt similaires, voire inférieurs ! Pour compenser leur disparition, la DJA a été augmentée, et même "dopée". En Haute-Vienne par exemple, elle est passée de 19 515 € en moyenne à 32 137 €. Derrière cette hausse, des montants de base par région plus élevés et l'ajout d'une quatrième modulation, intitulée "reprise/modernisation", augmentant le montant global de 4 k€ minimum en plaine et 8 k€ en zone défavorisée.

Baisse des montants mobilisables au nom de l'harmonisation des aides

Un tour de passe-passe gagnant pour les jeunes agriculteurs ? « Pas toujours, en réalité le montant de 22 k€ historiquement mobilisable au travers des prêts bonifiés n'a pas été complètement réinjecté dans la DJA », répond Marie-Laure Varacher, chef de service économie, installation et transmission à la Chambre d'agriculture de Haute-Vienne. « À travers l'harmonisation des aides, des départements comme le nôtre ont vu diminuer certains financements alloués aux exploitants », explique-t-elle.



Pour la Haute-Vienne, le constat est sans appel : « Les montants moyens mobilisables par les porteurs de projet sont en forte diminution », souligne Karen Chaleix, éleveuse et responsable professionnelle. (©Chambre d'agriculture de Haute-Vienne)

L'exemple le plus parlant reste le **Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles** (PCEA). Cette aide pilotée, comme la DJA, par les régions, est destinée spécifiquement à la **modernisation des bâtiments d'élevage et à la gestion des effluents**. Pour la Haute-Vienne, son évolution est sans appel : « Le montant moyen versé a baissé de 42 k€ en 2016 à 26,5 k€ », constate la spécialiste. « La DJA a bien été revalorisée, mais les montants moyens mobilisables par les porteurs de projet sont en forte diminution », conclut quant-à-elle Karen Chaleix.